

Schweizer Pass  
Passeport suisse  
Passaporto svizzero  
Passaport svizzer  
Swiss passport

CREDIT SUISSE 

**Privatiser  
le passeport  
suisse ?**



## **1 Le passeport électronique, un service public !**

Déclaration d'impôt, assurance ou compte bancaire : autant de processus qui impliquent des données personnelles sensibles. Sur Internet, le potentiel d'abus est élevé, et ces données doivent donc être particulièrement bien protégées : un passeport électronique doit offrir une sécurité élevée et surtout être digne de la plus grande confiance. La meilleure façon de le garantir est d'en faire une prestation de service public contrôlée démocratiquement.

Ce n'est en revanche pas le rôle des acteurs privés que de fournir cette infrastructure de base, qui doit être accessible à tout le monde aux mêmes conditions. Car sinon, c'est nous qui paierons l'addition, avec nos données et avec notre argent.

*C'est pourquoi il faut dire non le 7 mars à la loi sur l'e-ID.*

## **2 L'identité officielle n'est pas un bien de consommation**

UBS, Migros et CSS sont dans les starting-blocks pour fournir l'e-ID, et de grandes multinationales étrangères pourraient rapidement suivre. Au lieu d'un passeport électronique public de qualité pour tout le monde, il est en effet proposé de laisser de grandes entreprises privées et orientées vers le profit fournir ce service, à des prix qu'ils et elles détermineront librement. Voulons-nous, à l'avenir, un marché des passe-

ports avec des offres au rabais pour les petits budgets et un passeport de luxe pour ceux qui peuvent se l'offrir ? Voulons-nous, citoyennes et citoyens, être rabaissés au rang de consommateurs lorsqu'il s'agit de notre identité officielle ?

*Non, et c'est pourquoi il faut refuser la loi sur l'e-ID le 7 mars.*

### **3 Non à de nouveaux monopoles privés**

La loi soumise en votation prévoit que nous achetions notre passeport électronique auprès de fournisseurs privés, sur un marché. Le prix qu'ils pourront demander n'est même pas fixé dans la loi. Le pire : en fait, ce système conduira à l'émergence de quelques grands acteurs qui domineront le secteur – voire même, d'un monopole. Les fournisseurs privés seront donc en position de force pour nous contraindre à utiliser notre e-ID partout et tout le temps. Voulons-nous favoriser l'émergence d'un monopole privé ?

*Non ! Il faut donc refuser la loi sur l'e-ID le 7 mars.*

**Pour un service public fort**

**Non le 7 mars à la loi sur l'e-ID**

**(Loi fédérale sur les services**

**d'identification électronique)**

**Pour un service  
public fort :**

**Non**

**le 7 mars**

**à la loi sur l'e-ID**